

GEORG ECKERT INSTITUTE FOR INTERNATIONAL TEXTBOOK RESEARCH

Braunschweig, Germany

Falk Pingel

School History
Textbooks
as a Transmitter of
Conflict Issues



Current Core Problems

- Controversies about the presentation of each other's history between nations or states
- Clashes between historical narratives of different ethnic groups within a state or society
- The role of religious education

International Textbook Revision

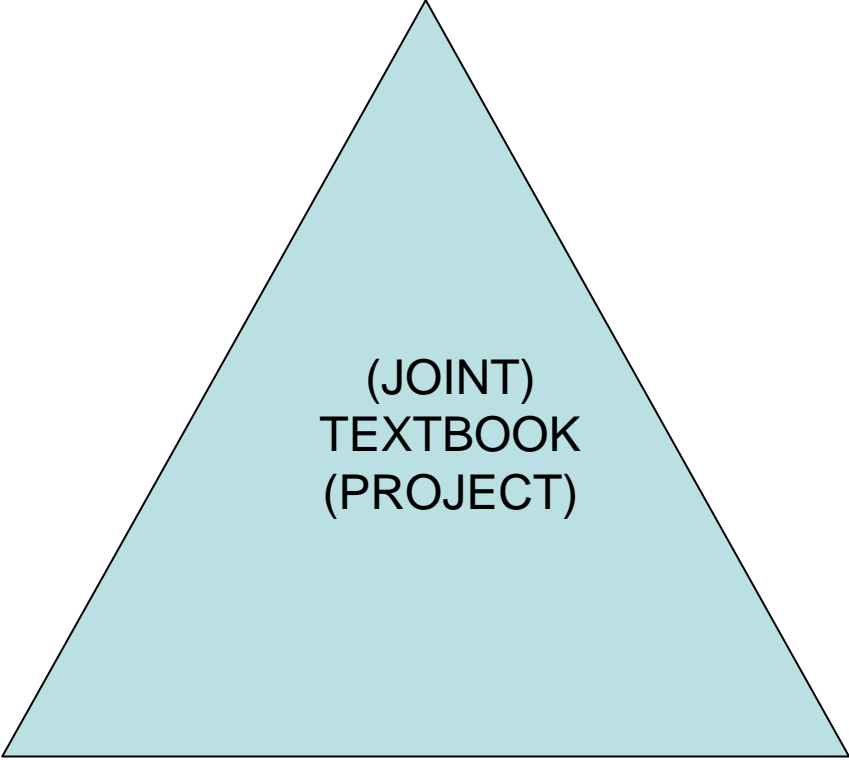
- *Direct intervention after war:*
Occupying powers stopped the use of Nazi textbooks and commissioned the production of new teaching material in Germany
- *“Soft” intervention:*
International organisations, in cooperation with the US and Iraqi government, implement programs for the production of new textbooks in Iraq

Cooperative Forms of Revision

1. Bi- or multilateral commissions agreed on a more or less **harmonised version** of the shared history
“Diplomatic” agreement (commission members have to find a compromise – “textbook diplomacy”)
2. Expert groups focus on **principles** and **methods** of how a contested issue can be presented without aiming at writing a joint, ultimate narrative

Didactical Triangle

PEDAGOGICAL FRAMEWORK



(JOINT)
TEXTBOOK
(PROJECT)

POLITICAL
CONDITIONS

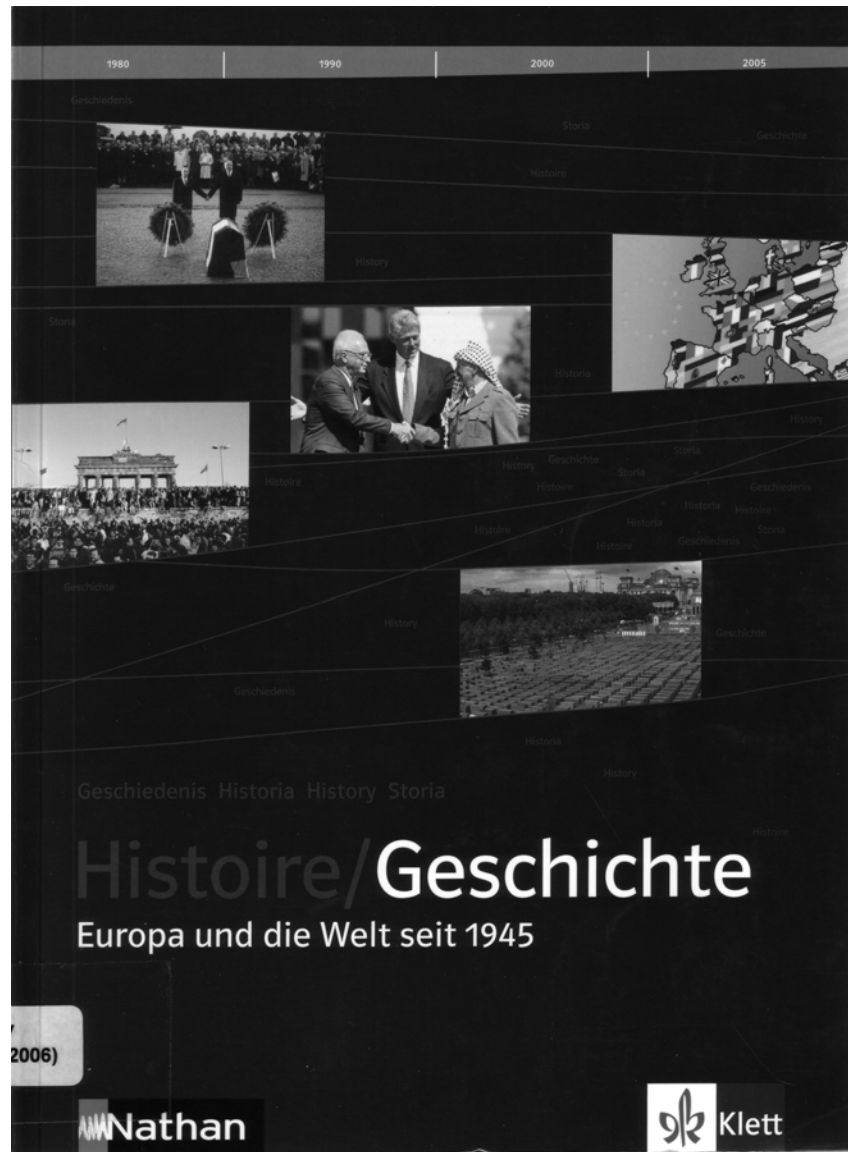
SCHOLARLY
RESEARCH

Controversies

- *Unresolved political issues:*
Borders, minority rights
- *Contested scientific interpretations:*
Reasons for outbreak of wars, ethno-
genesis of peoples
- *Different methodologies of teaching :*
Concept of the one and only truth vs.
comparative/multiperspectival
approach

How to Resolve Conflict Issues?

- De-legitimizing history
- What is controversial in society should be presented not only from one point of view in the textbook
- Being inclusive rather than exclusive

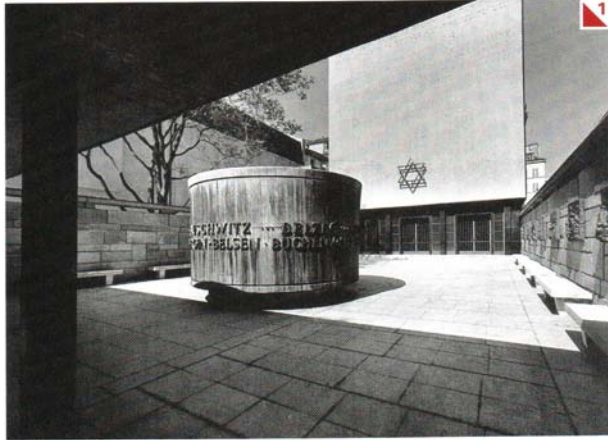


- A bi-national textbook for upper secondary schools
- Developed by two private publishing houses
- Under the auspices of the French and German government

Dossier

Les lieux de mémoire de la Shoah dans le monde

Les lieux de mémoire dédiés spécifiquement au souvenir de la Shoah sont restés peu nombreux jusqu'à une période récente. Leur multiplication, depuis les années 1980, résulte de l'affirmation d'une mémoire juive de la Seconde Guerre mondiale et de l'exigence nouvelle, au sein des opinions publiques américaine et européenne, d'un « devoir de mémoire » à transmettre aux générations futures. À Berlin comme à Washington toutefois, la place respective qu'il convenait d'accorder aux victimes juives et non juives du nazisme a fait l'objet de polémiques, qui révèlent l'importance que les survivants et leurs descendants accordent aujourd'hui à la reconnaissance de leur identité.



1 Le mémorial de la Shoah à Paris (1956-2005)

Le mémorial de la Shoah a ouvert ses portes en 2005 sur le site du mémorial du Martyr juif inconnu, érigé à Paris dès 1956, en dépit des réticences d'une partie de la communauté juive de l'époque sur son opportunité. Le projet en revient à Isaac Schneersohn, fondateur en 1943 du Centre de documentation juive contemporaine, destiné à rassembler les preuves de la persécution des juifs. Parmi les adjonctions à l'ancien monument : un mur où sont gravés les noms des 76 000 juifs de France déportés et assassinés.

Yad Vashem à Jérusalem (1956)

Institué par un vote de la Knesset, le Parlement israélien, en 1953, le mémorial Yad Vashem tire son nom de l'Ancien Testament (Isaïe, 56-5) : « À eux, j'accorderai, dans ma maison et dans mes murs, un monument et un nom (*yad vashem*) [...] qui ne périra point ». Érigé sur la colline du Souvenir, à Jérusalem, il comprend plusieurs monuments et sculptures dédiés à la mémoire des victimes de la Shoah, ainsi que plusieurs musées, dont le nouveau musée de l'Holocauste, inauguré en 2005. La Salle des noms, représentée ci-contre, s'attache à redonner leur identité aux millions de victimes anonymes du génocide.



3 Le mémorial d'Auschwitz (1967)

Auschwitz a été longtemps le lieu d'un affrontement entre une mémoire polonaise, communiste et catholique de la guerre d'une part, et une mémoire juive d'autre part. L'inauguration du mémorial international, en 1967, déclenche les vives protestations des organisations juives, en raison de l'occultation systématique de l'identité juive des victimes du camp par le pouvoir communiste polonais. L'installation de huit carmélites dans l'ancien théâtre, en 1984, puis l'érection d'une croix monumentale, provoquent de vives tensions entre la communauté juive et l'Église catholique. Depuis 1989, les conflits de mémoire se sont apaisés et le musée, ouvert depuis 1947, a été réaménagé. Les Tsiganes ont obtenu en 2001 l'installation d'une exposition permanente sur « le génocide national-socialiste des Sinti et des Roma ».

Le mémorial de l'Holocauste de Washington (1993)

Institué par un vote du Congrès sous le mandat de Jimmy Carter, en 1980, le musée mémorial américain de l'Holocauste (*United States Holocaust Memorial Museum*) a ouvert ses portes à Washington en 1993. Sa conception a été menée à bien par un conseil du Mémorial de l'Holocauste, présidé par Elie Wiesel. Le musée a été construit en plein cœur de la capitale fédérale, à proximité du Mall, longue avenue où se situent de nombreux bâtiments officiels et les principaux lieux de mémoire des États-Unis. Cet emplacement témoigne de la place centrale qu'occupe désormais le souvenir de la Shoah dans la vie publique américaine.



- 1. National Gallery of Art
- 2. Capitole (siège du Congrès des États-Unis)
- 3. « Mall »
- 4. Monnaie et Imprimerie nationale (*Bureau of Engraving and Printing*)
- 5. Musée mémorial américain de l'Holocauste

5 Le mémorial aux Juifs assassinés d'Europe à Berlin (2005)



Né de l'initiative d'un groupe de citoyens emmené par le journaliste Lea Rosh, le mémorial aux Juifs assassinés d'Europe a été officiellement inauguré à Berlin, en bordure du Tiergarten, pour le 60^e anniversaire de la fin de la guerre. Né d'une initiative privée, le mémorial a cependant été financé en grande partie par le gouvernement fédéral. Conçu par l'architecte américain Peter Eisenman, le monument se compose de 2 711 stèles de béton gris foncé de 0,95 m de large sur 2,38 m de long, dispersées en rangées de largeur régulière. L'architecte a voulu ériger un « champ de mémoire » invitant au recueillement.

3. Les Français et la Seconde Guerre mondiale : un « syndrome de Vichy »

Pourquoi l'existence du régime de Vichy a-t-elle été longtemps occultée et refoulée derrière le mythe d'une France unanimement résistante ?

Le mythe d'une France unanimement résistante

Pour l'ensemble des forces issues de la Résistance, la priorité, au lendemain de la guerre, est de reconstruire l'unité nationale et la puissance française. Il convient de faire oublier la défaite de 1940 et l'existence du régime de Vichy une fois ses principaux responsables condamnés. L'héroïsation de la France résistante occulte les autres mémoires de l'Occupation, celle des prisonniers de guerre comme celle des déportés raciaux.

Des incidents multiples rouvrent toutefois les plaies mal refermées de la mémoire collective et révèlent l'existence d'un « syndrome de Vichy ». Ainsi lorsqu'en 1953, par exemple, 21 membres de la division SS *Das Reich* sont jugés en France pour le massacre des 642 habitants d'Oradour-sur-Glane : parmi eux figuraient 14 « malgré-nous » alsaciens, qui furent condamnés, mais rapidement amnistiés.

Revenu au pouvoir en 1958, le général de Gaulle parvient néanmoins à enraciner une mémoire sélective de la guerre qui refoule le souvenir de Vichy et de la collaboration, réduite à l'initiative d'une poignée de traîtres. L'œuvre de glorification de la France résistante culmine lors de la cérémonie organisée pour le transfert des cendres du fondateur du Conseil national de la Résistance, Jean Moulin, au Panthéon en 1964.

Un autre regard sur Vichy

Depuis les années 1970, cependant, les tabous entretenus jusque-là sur Vichy sautent les uns après les autres. Dans la presse, au cinéma ou dans les livres d'histoire, l'image héroïque d'une France massivement résistante s'efface derrière une représentation plus nuancée et moins glorieuse de la France occupée. En 1973, le livre de l'historien américain Robert Paxton, *La France de Vichy*, qui montre clairement que la Révolution nationale et la collaboration ont été des initiatives françaises, suscite un large débat qui entraîne la réécriture des manuels d'histoire sur la période de l'Occupation.

Cette réévaluation du passé prend souvent la forme de révélations scandaleuses qui témoignent de la difficulté de la société française à exorciser le passé. En 1972, la presse révèle ainsi la grâce partielle accordée au milicien Paul Touvier par le président Pompidou. « Le moment n'est-il pas venu, déclare ce dernier à cette occasion, de jeter le voile, d'oublier ces temps où les Français ne s'aimaient pas ? »

La reconnaissance officielle des crimes de l'État français

Considérant que la République ne pouvait être tenue pour responsable des actes perpétrés par le régime de Vichy, les gouvernants français se sont longtemps refusés à reconnaître officiellement la responsabilité de l'État français dans les déportations juives. Le réveil de la mémoire juive de la guerre rompt toutefois progressivement le silence entretenu sur l'antisémitisme de Vichy. Plusieurs responsables français et allemands de la déportation juive sont alors jugés en France.

François Mitterrand est le premier chef d'État à assister, le 16 juillet 1992, à la cérémonie commémorant la grande rafle du Vel'd'Hiv. Son successeur, Jacques Chirac, lève l'ambiguïté du discours officiel (voir dossier pp. 40-41). Tout en continuant de récuser l'amalgame entre la France et Vichy, il déclare néanmoins : « Oui, la folie criminelle de l'occupant a été secondée par des Français, par l'État français. » En 2000, une loi fait du 16 juillet un jour de commémoration des « crimes racistes et antisémites de l'État français ».



Une autre image de la France sous l'Occupation

Affiche du film *Le Chagrin et la pitié* de Marcel Ophüls (1971). Ce film, censuré jusqu'en 1981 à la télévision française, est une chronique de la vie quotidienne pendant la guerre. La Résistance y est présentée comme un phénomène très minoritaire.

Vocabulaire

- **« Malgré-nous »** : nom donné aux 130 000 Alsaciens-Lorrains incorporés de force dans la Wehrmacht et dans les unités d'élite de la Waffen SS à partir de 1942. Les déserteurs furent fusillés, les insoumis internés dans les camps de concentration et les biens de leurs familles confisqués.
- **Rafle du Vel'd'Hiv** : les 16 et 17 juillet 1942, 13 152 juifs d'origine étrangère vivant en région parisienne sont arrêtés par la police française et regroupés au vélodrome d'Hiver et à Drancy, d'où ils furent déportés vers Auschwitz.
- **Révolution nationale** : thème de propagande du régime de Vichy, résumant le programme de redressement français que le maréchal Pétain pensait pouvoir entreprendre sous l'occupation allemande.

Notion clé

- **« Syndrome de Vichy »** : l'expression permet de caractériser, selon l'historien Henry Rousso, l'ensemble des symptômes et des manifestations qui, dans la vie politique, sociale et culturelle, révèlent les conflits internes provoqués par le souvenir du régime de Vichy.

4. L'Allemagne et sa mémoire depuis 1945

Comment la société allemande a-t-elle pu faire son deuil de la Seconde Guerre mondiale tout en assumant la responsabilité des crimes du nazisme ?

Deux Allemagnes, deux mémoires

Du fait de la division du pays en deux États, deux mémoires allemandes de la guerre se sont affrontées depuis 1945. Soucieux de relever l'Allemagne de l'Ouest, les Américains mettent fin à la dénazification en mars 1948. La plupart des personnes condamnées sont libérées avant la fin des années 1950. À cette époque, les Allemands veulent avant tout se considérer comme des victimes de la guerre et tendent à refouler le souvenir du III^e Reich en reportant la responsabilité des exactions commises par le régime nazi sur Hitler et sur la SS.

Se réclamant de la victoire contre le « fascisme allemand », la RDA rejette sur la RFA l'héritage du nazisme. Le premier mémorial érigé par le régime communiste dans un camp de concentration, à Buchenwald en 1958, est un monument dédié à la résistance antifasciste. Bien que la dénazification ait été plus radicale qu'à l'Ouest, le travail de mémoire a été ainsi quasiment inexistant en Allemagne de l'Est jusqu'à la réunification de 1990.

Un passé qui ne veut pas passer

À partir de la fin des années 1950, l'opinion ouest-allemande se montre toutefois plus réceptive à l'évocation des crimes nazis. La création, en 1958, du Service central d'enquête sur les crimes nationaux-socialistes à Ludwigsburg, permet la reprise des poursuites judiciaires et des procès contre d'anciens responsables nazis. La politique de rapprochement avec les pays de l'Est (*Ostpolitik*) s'accompagne de gestes officiels de repentance, comme celui du chancelier social-démocrate Willy Brandt en 1970 devant le mémorial des Combattants du ghetto de Varsovie.

Dans les années 1960, la contestation des valeurs conservatrices par la jeunesse allemande prend appui sur une critique radicale du passé. Une nouvelle génération d'historiens entreprend de réinterpréter la période contemporaine, en soulignant l'implication de très larges secteurs de la société allemande dans le fonctionnement du régime national-socialiste. La diffusion de la série *Holocaust* (voir leçon pp. 34-35), qui recueille une très large audience en 1978, contribue à lever les tabous et les silences entretenus à ce sujet.

Une conscience nationale toujours douloureuse

Les polémiques récurrentes que continue d'alimenter l'évocation de la période nazie montrent toutefois que les Allemands n'ont pas encore entièrement achevé leur deuil de la guerre. En 1986, le philosophe Jürgen Habermas dénonce dans l'hebdomadaire *Die Zeit* les tentatives de réhabilitation patriotique de l'histoire allemande et déclenche la « querelle des historiens ». Paru en 1996, l'ouvrage de l'Américain Daniel Goldhagen, *Les Bourreaux volontaires de Hitler*, devient un best-seller, en dépit de sa thèse très contestée faisant de tous les Allemands, et non plus seulement des nazis, des antisémites fanatisés.

En 1998, l'écrivain Martin Walser prononce un discours retentissant sur l'omniprésence du thème d'Auschwitz dans les médias, qui finirait, selon lui, par provoquer la lassitude et le rejet de l'opinion. Un débat de même nature, dont s'empare l'extrême droite, s'engage sur l'opportunité d'ériger, au cœur de Berlin réunifiée, un nouveau mémorial de l'Holocauste (voir dossier p. 37). Il n'empêche que l'exigence d'un devoir de mémoire est aujourd'hui bien plus largement admise que par le passé. La mémoire de la guerre est en effet constitutive de l'identité nationale de l'Allemagne, car elle lui permet de manifester son attachement à la démocratie et à l'Union européenne.



1 La repentance allemande

Le chancelier ouest-allemand Willy Brandt devant le mémorial des Combattants du ghetto de Varsovie (1970).

Vocabulaire

- **Ostpolitik** (politique de l'Est) : qualifie le nouveau mode de relations établies la RFA avec les États socialistes de l'Est à partir de 1969, qui privilégie la recherche d'un terrain d'entente.
- « **Querelle des historiens** » : débat d'opinion qui, en 1986, a violemment opposé intellectuels et historiens sur la place du national-socialisme dans l'histoire contemporaine de l'Allemagne et sur la comparaison entre les crimes du nazisme et ceux du stalinisme.

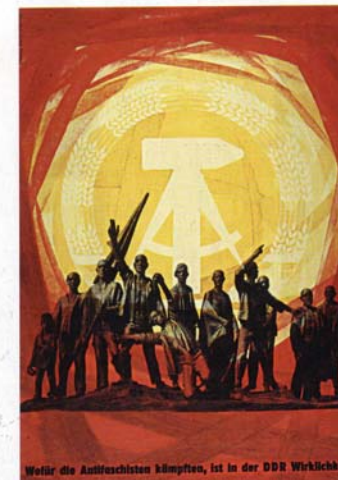
Notions clés

- **Dénazification** : politique menée par les Alliés, visant à épurier l'appareil d'État de la société de tous ses éléments nazis.
- **III^e Reich** : régime hitlérien qui, selon la propagande nazie, devait ouvrir un nouveau Reich (« empire ») de 1000 ans.

2 « Auschwitz ne peut pas devenir une menace de pure routine »

Personne n'ignore notre fardeau historique, cet opprobre ancré à jamais. Pas un jour sans qu'on nous en fasse le reproche. [...] Je n'ai jamais pensé qu'il était possible de quitter le banc des accusés. [...] Nul être encore capable de discernement ne peut tergiverser sur les horreurs d'Auschwitz. Mais quand chaque jour dans les médias on me reproche ce passé, je sens que quelque chose en moi se hérisse contre cette mise en scène permanente de notre honte. Au lieu d'être reconnaissant pour cette mise en scène, je me prends à détourner mon regard. Quand je constate que quelque chose se hérisse en moi, j'essaie d'examiner la raison de ces reproches récurrents ; et je suis presque heureux, quand je crois pouvoir déceler qu'il s'agit le plus souvent non pas de la mémoire et de l'interdiction d'oublier, mais de l'instrumentalisation de notre honte à des fins actuelles. À des fins certes excellentes et honorables. Mais cela reste malgré tout une instrumentalisation. [...] Auschwitz ne peut pas devenir une menace de pure routine, un moyen d'intimidation utilisable à tout moment, une morale rentrée à coups de massue, ou encore un exercice obligé. [...] Mais de quoi n'est-on pas soupçonné, quand on dit que les Allemands sont maintenant un peuple tout à fait normal, une société tout à fait comme les autres ?

Martin Walser, *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 12 octobre 1998.



3 L'héroïsation de la résistance antifasciste en RDA

« Ce pour quoi combattait les antifascistes est devenu une réalité en RDA », affiche de propagande de 1960, qui représente le monument de Fritz Cremer, Les Détenus libérés, érigé sur le site du camp de Buchenwald en 1958.

4 « Les Allemands ont su tirer les leçons du passé »

Le souvenir que la France garde du 6 juin 1944 est différent de celui de l'Allemagne et pourtant, ce souvenir a fait naître chez les uns et les autres le même sentiment : nous sommes convaincus que nous voulons la paix. Nous, Allemands, savons qui sont les auteurs criminels de la guerre. Nous sommes conscients de notre responsabilité face à l'Histoire et nous l'assumons. [...] Les cimetières militaires et les cicatrices des deux guerres mondiales imposent un devoir de chaque instant à tous les peuples européens et en particulier au peuple allemand, le devoir de s'opposer au racisme, à l'antisémitisme et aux idéologies totalitaires. Les objectifs démocratiques auxquels nous aspirons sont la liberté, la justice et une vie digne pour tous, dans la paix, sans haine religieuse, sans arrogance nationale ni aveuglement politique. [...] Préserver ces objectifs a été et reste la mission que nous dicte le 6 juin 1944. L'Europe a tiré les leçons du passé et je tiens à dire que nous, Allemands, nous les acceptons dans toute leur réalité. [...]

Discours de Gerhard Schröder, chancelier allemand, au mémorial de Caen, à l'occasion du 60^e anniversaire du débarquement de Normandie, 6 juin 2004.



5 L'extrême droite négationniste

Manifestation néonazie, à Berlin, contre l'érection du mémorial aux Juifs assassinés (*Holocaust-Mahnmal*), janvier 2000.

Pistes de travail

1. Rappelez l'objet de la visite du chancelier Brandt en Pologne. Quelle est la portée symbolique de son geste ? (doc. 1)
2. Pourquoi Martin Walser juge-t-il excessive l'évocation d'Auschwitz par les médias et les intellectuels ? Pourquoi a-t-il, d'après vous, déclenché une polémique ? (doc. 2)
3. Quelle mémoire sélective de la Seconde Guerre mondiale cette affiche de la propagande est-allemande s'attache-t-elle à transmettre ? (doc. 3)
4. Quelles leçons l'Allemagne doit-elle, selon le chancelier Schröder, tirer de son passé ? (doc. 4)
5. Quel écho cette manifestation d'extrême droite peut-elle, selon vous, rencontrer dans l'Allemagne d'aujourd'hui ? (doc. 5)

A long reconciliatory process

- German-French Textbook Consultations since the end of the 1940s
- Dealing with controversial issues regarding German-French relations
- Analysing each other's presentation in textbooks (History, Geography, Civics)
- Agreement on joint recommendations for textbook authors

Procedures

- Reviewing new textbooks
- Discussing new research approaches and their possible impact on textbook writing
- Conducting teacher training seminars
- Influencing political and educational agencies

Results

- Publication of conference proceedings
- Recommendations
- Bi-lingual teaching material for example
- www.DEUFRAMAT.de

Similar projects

- European History Textbook (private publishing house)
- Baltic History Textbook (Council of Europe)
- Euroclio teaching units on ex-Yugoslavia (Professional Association)
- Joint East Asian History Textbook (Japan, China, Korea - NGO)

German-Polish Tb Commission

Israeli-Palestinian Tb Project

No longer open (violent) conflict	Open (violent) conflict not settled
Official commissions	Expert groups/NGOs, silent approval by authorities
Established scientific tradition/research on both sides	No common scientific ground

German-Polish
Textbook Commission

Israeli-Palestinian
Textbook Project

No political interference during phase of intense joint work	Current issue, politics cannot be taken out
One-side acceptance of having committed injustice and crimes against humanity	Both sides claim mutual acts of injustice and infringement of human rights
Reconciliation, common understanding of peace building measures	No common cultural tradition